

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AF3

16 rue de l'Oberwald
68360 Soultz-Haut-Rhin

Références : 0006702154_2026_03_27_AF3_VIIC-échéances
Code AIOT : 0006702154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement AF3 implanté 16 RUE DE L'OBERWALD ZI 68360 Soultz-Haut-Rhin. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Thématiques de l'inspection :

- Suivi des échéances : Contrôle des plans d'actions mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 19 septembre 2025 (Action Nationale 2025 _ Travaux par points chauds) ayant fait l'objet de demandes d'actions correctives formalisées dans le rapport de l'inspection du 19 septembre 2025.
- Contrôle des moyens de défense incendie.

Référentiel utilisé:

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AF3
- 16 RUE DE L'OBERWALD ZI 68360 Soultz-Haut-Rhin
- Code AIOT : 0006702154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AF3 est spécialisée dans la préparation et le conditionnement de produits pour animaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant vis-à-vis du cadre réglementaire initialement contrôlé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; • [...] <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; • [...]

Constats :

Lors du contrôle initial du 19 septembre 2025, l'Inspection avait constaté des insuffisances dans les consignes de sécurité affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, notamment :

- au poste d'accueil situé à l'entrée du site, point de passage obligatoire pour toute personne extérieure à l'entreprise, où l'affichage en place ne mentionnait pas l'obligation de détenir un permis d'intervention ou un permis de feu pour les zones concernées de l'installation ;
- à l'entrée des vestiaires, point de passage réservé au personnel, où les consignes affichées n'indiquaient ni l'interdiction d'introduire toute source de feu, ni l'obligation de détenir un permis d'intervention ou un permis de feu pour les zones concernées.

Cette non-conformité avait fait l'objet d'une demande d'actions correctives, formalisée dans le rapport d'inspection du 19 septembre 2025.

Dans le cadre de la présente inspection, il a été constaté lors du contrôle sur site que le poste d'accueil ainsi que l'entrée destinée au personnel (vestiaires) comportent désormais l'ensemble des consignes d'exploitation et de sécurité exigées par la prescription susvisée.

Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].

Constats :

Lors de l'inspection initiale en date du 19 septembre 2025, le contrôle de cette prescription visait à vérifier le respect des dispositions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risques, en cohérence notamment avec les exigences prévues à l'article 59 (point de contrôle précédent) de l'arrêté ministériel susvisé.

À ce titre, l'Inspection avait relevé que l'entrée de certaines zones identifiées par l'exploitant comme présentant des risques d'incendie ou des risques liés à une atmosphère explosive due à la présence de gaz ne comportait pas l'ensemble des consignes de sécurité liées à ces facteurs de risque. Cela concernait notamment les installations suivantes :

- le magasin de stockage de produits finis et de matières premières (risque incendie) ;
- la zone de conditionnement des aérosols au sein de l'atelier C (risque ATEX-gaz) ;
- la zone extérieure grillagée abritant le réservoir de stockage de gaz butane (risques incendie et ATEX).

Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'actions correctives, formalisée dans le rapport de l'inspection du 19 septembre 2025.

Dans le cadre de la présente inspection, lors du contrôle sur le terrain, il a été constaté que les affichages présents à l'entrée des zones précitées comportent dorénavant l'ensemble des consignes de sécurité essentielles à la prévention des risques.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont [...] repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.[...]

Constats :

Dans le cadre du présent contrôle, les constats ont été réalisés par échantillonnage au sein de l'atelier « C » (zone de conditionnement des aérosols), ainsi que dans le magasin de stockage des produits finis et des matières premières.

Il convient de préciser que seuls les moyens de défense incendie de type extincteurs, robinets d'incendie armés (RIA) et les dispositifs de commande du désenfumage ont fait l'objet de cette inspection. À ce titre, le contrôle a notamment porté sur leur accessibilité et leur repérage.

Au cours de la visite sur site, il a été observé que, dans leur grande majorité, les extincteurs, les RIA ainsi que les commandes de désenfumage présents dans l'atelier C et dans le magasin de stockage bénéficient d'une signalisation clairement visible, sont aisément accessibles et sont répartis de manière homogène au sein des installations.

Néanmoins, quelques écarts ont été constatés, notamment :

- l'absence de signalisation adéquate pour certains extincteurs, susceptible de nuire à leur repérage rapide en cas de sinistre ;
- la présence de palettes en bois et de poubelles entravant l'accès à certains boîtiers de commande des trappes de désenfumage ainsi qu'à certains extincteurs.

Toutefois, postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis des éléments justificatifs, notamment des photographies des zones concernées, attestant de la mise en place d'une signalisation visible pour les extincteurs précédemment non repérés, ainsi que du retrait des palettes en bois et des poubelles, permettant ainsi de rétablir un accès optimal aux équipements concernés.

Au regard de ce constat, l'Inspection ne propose pas de suite administrative.

Type de suites proposées : Sans suite